

Hôpital SAN SALVADOUR
4312, route de l'Almanarre
83400 HYERES

Tél : 04 94 38 08 36

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation N°084_TX_2506

Objet : Mission de coordination Sécurité et de Protection de la Santé – CSPA pour la construction du bâtiment Stade sur le site de San Salvador (APHP)

Pour la période allant de la notification du présent lot à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Ce document comprend 21 pages.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOUR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	1 / 21

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Contenu de l'opération – site – surface – mode de dévolution des travaux	3
1.3 : Forme	6
1.4 : Définition de la prestation	6
1.5 : Organisation de la Maîtrise d'ouvrage	7
1.6 : Prestations similaires	7
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION	8
3.1 : Le titulaire du marché	8
3.2 : Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché	9
3.3 : Contenu des missions	9
3.4 : Modalités d'exécution	13
3.5 : Présence du coordonnateur	14
3.6 : Duree des interventions	14
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	15
ARTICLE 5 : COMMANDES – ORDRES DE SERVICE	15
5.1 : Ordres de service	15
5.2 : Commandes	16
ARTICLE 6 : CONTROLE – SUIVI DU MARCHE	16
6.1 : Contrôle	16
6.2 : Insertion de prestations nouvelles	16
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	16
7.1 : Certificats	16
7.2 : Secret professionnel	16
7.3 : Accès aux établissements – Identification	17
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT	17
8.1 : Etats d'acomptes	17
8.2 : Projet de décompte final	18
8.3 : Paieement	19
8.4 : Avances	19
ARTICLE 9 : ASSURANCES	20
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	20
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE	20
ARTICLE 12 : PENALITES – RESILIATION	20
12.1 : Pénalités	20
12.2 : Résiliation	20
ARTICLE 13 : LITIGES	21
ARTICLE 14 : DEROGATIONS	21

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	2 / 21

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1.1 : Objet

Le présent marché a pour objet la mission de coordination sécurité et protection de la santé (mission CSPS) relative à la construction du bâtiment Stade.

Cette opération est une opération de première catégorie, avec une mission CSPS de niveau 1.

L'opération se déroulera dans un site en fonctionnement : le coordonnateur SPS devra participer par ses prescriptions et la vérification de bonnes mises en œuvre par les entreprises, veiller au respect des règles de sécurité pour la continuité d'activité de l'établissement, mais aussi à la prévention des risques aspergillaires (limitation de la poussière, gestion des déchets de chantier...) et contre les nuisances sonores (bâtiment avoisinant, crèche et logement du personnel).

La mission concerne l'examen et l'accompagnement des études et des travaux du titulaire du marché de Conception-Réalisation (CR) depuis la procédure de dialogue-compétitif jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Des missions connexes pourront être confiées au prestataire par le biais de bons de commande passés selon des prix unitaires définis dans le marché. Ces missions concerneront des prestations non définies par le présent Cahier des Clauses Particulières mais inscrites dans le cadre du projet.

1.2 : Contenu de l'opération – site - surface – mode de dévolution des travaux

Présentation du site de San Salvador

L'hôpital San Salvador est situé en région PACA, à Hyères (83) et dépend des hôpitaux de Paris AP-HP. L'hôpital est localisé sur un site de 21 ha.

Il accueille des patients enfants, adolescents et adultes polyhandicapés dont la prise en charge sanitaire relève des soins de suite et réadaptation en hôpital de jour ou en hospitalisation complète. Des séjours de répit et de bilan peuvent être proposés.

Par ailleurs, l'établissement se complète d'une maison d'accueil spécialisée pour des résidents adultes et d'un établissement enfants adolescents polyhandicapés, relevant du champ médico-social.

Les personnes accueillies présentent un degré de médicalisation élevée et souffrent de multi-handicaps, de polyhandicap congénital ou acquis dans la toute petite enfance ou de polyhandicap aggravé avec troubles sévères du comportement. Elles peuvent être trachéo-ventilées sous ventilation invasive en continu.

Chiffres clés

Le site se compose d'une douzaine d'unités de soins ou d'hébergement, pour un total de 334 lits et places.

661 professionnels y travaillent au service des patients.

Les services

Secteur sanitaire :

- Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) Neurologique Multi handicap Adultes ;
- Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) Neurologique Multi handicap Enfants – Adolescents ;

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	3 / 21

Secteur médico-social :

- Maison d'accueil spécialisée (MAS) ;
- Etablissement Pour Enfants Ou Adolescents Polyhandicapés (EEAP) ;

Contenu de l'opération

Le projet de construction d'un nouveau bâtiment hospitalier sur le site du Stade s'inscrit dans le projet stratégique médical et médico-social du site. Les aspects d'urbanisation du site ont été explorés pour pouvoir répondre à trois enjeux majeurs :

- 1) La mise en conformité du site au regard des attendus règlementaires.
- 2) Le maintien du capacitaire autorisé par l'ARS soit 150 lits et places sanitaires (SMR) et 184 places médico-sociales, ce socle capacitaire étant garant de la viabilité et de la pérennité économique du site.
- 3) La mise en œuvre des orientations du Projet Stratégique

C'est sur ces bases que les travaux de conception du Schéma Directeur Immobilier et Technique (SDIT) ont été conduits.

Les études préalables de faisabilité ont abouti à conclure favorablement sur une extension de locaux matérialisée par le projet de construction d'un nouveau bâtiment SMR et médico-social sur l'emplacement du stade.

Ce projet vise à répondre aux besoins spécifiques de patients en situation de grande dépendance ou nécessitant une prise en charge intensive et pluridisciplinaire. L'un des enjeux majeurs réside dans la création d'un environnement sécurisé et stimulant, adapté aux limitations physiques et cognitives des patients, tout en respectant leur confort et leur dignité. L'aménagement des espaces doit être conçu pour favoriser la rééducation fonctionnelle et la réadaptation, notamment en unité PREPAN, où l'objectif est de maximiser l'autonomie des patients après une hospitalisation ou un événement aigu.

Pour les unités MAS Neuro Adulte et EVC-EPR, l'objectif est d'offrir des soins de longue durée axés sur le maintien des acquis, la prévention des complications et le soutien psychologique des patients et de leurs familles. Cela nécessite des infrastructures modernes et accessibles, équipées de technologies de pointe pour le suivi médical, tout en intégrant des espaces de vie agréables et adaptés à des besoins variés.

Par ailleurs, l'enjeu humain est crucial : l'établissement doit offrir un cadre de travail optimal pour les professionnels de santé, favorisant la collaboration entre les différentes disciplines (médecine, kinésithérapie, ergothérapie, psychologie, etc.) et le développement d'une approche centrée sur le patient. Enfin, le projet doit intégrer des principes de durabilité en tenant compte des réglementations écologiques actuelles pour minimiser son impact environnemental, tout en anticipant l'évolution des besoins en soins spécialisés.

L'opération consiste en la préparation du terrain et la construction d'un bâtiment de 88 lits.

Il regroupe les secteurs hébergements suivants :

Secteurs sanitaires :

- 8 lits de PREPAN ;
- 30 lits d'ECV EPR ;
- 30 lits de neuro adultes ;

Médico-sociale : 20 lits de MAS ;

Les fonctions d'hébergement sont complétées d'un plateau technique de rééducation et de l'ensemble des locaux support permettant le bon fonctionnement du bâti : accueil, locaux logistiques, locaux techniques.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	4 / 21

Le nouveau bâtiment doit être raccordé aux installations existantes.

Il convient également de prendre en compte l'impératif d'une parfaite intégration du nouveau bâtiment en termes d'aspects extérieurs et d'insertion dans le site, de valorisation des espaces verts, de gestion des accès et des flux et ce compte tenu de :

- La localisation remarquable du site sur le littoral et en plein cœur d'un Espace Boisé Classé ;
- La présence d'espace boisé classé en contiguïté de l'assiette foncière dédiée au projet ;
- La présence de bâtiments classés à moins de 500m ;
- La Zone AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) intégrant le domaine de San Salvador

Enfin, le projet s'inscrit dans une démarche environnementale sans pour autant cibler de certification.

Les surfaces cibles :

- Surface dans œuvre est estimée à environ 5 100 m² SDO
- Emprise disponible : environ 1800 m²

Maintien de l'activité pendant les travaux

Le chantier sera réalisé sur un site en activité se. Celui-ci devra au cours du chantier répondre à des exigences fonctionnelles et aux contraintes réglementaires, en particulier de sécurité incendie (accessibilité pompiers, évacuations...), tout en préservant la sécurité du personnel et des visiteurs du site. Les travaux devront pouvoir être organisés afin d'assurer une continuité de fonctionnement du site.

Le planning prévisionnel

Les dates prévisionnelles de réalisation de l'opération sont les suivantes :

- Date prévisionnelle de notification du marché : Février 2026
- Date de remise de l'offre initiale : 29 janvier 2026
- Date de remise de l'offre finale : 26 mai 2026
- Jury de sélection du lauréat : 25 juin 2026
- Date prévisionnelle Phase étude : du 3ieme trimestre 2026 au 2ieme trimestre 2027
- Date prévisionnelle Phase travaux : du 2ieme trimestre 2027 au 1ier trimestre 2029
- Date prévisionnelle de réception de l'ouvrage : 1ier trimestre 2029
- Date prévisionnelle de fin de garantie de parfait achèvement : 1ier trimestre 2030

Mode de dévolution des travaux

Le marché de construction est un marché public global sectoriel de Conception-Réalisation pour la construction du Bâtiment Stade.

La consultation se fait dans le cadre d'un dialogue compétitif avec 1 phase de dialogue :

- Une offre initiale ;
- Une offre finale à l'issue de ces phases.

Les études et les travaux seront réalisés en un lot unique sous la forme d'un groupement titulaire du marché de Conception-Réalisation (CR).

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	5 / 21

1.3 : Forme

Le présent marché est un marché mixte.

En effet, il :

- Est à prix global et forfaitaire pour les prestations listées dans le DPGF ;
- Résulte d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre sur la passation des marchés publics, c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique pour les prestations figurant sur le bordereau de prix unitaires.

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

La mission du CSPS sera déclenchée par la notification du marché et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Le démarrage prévisionnel de la mission est prévu en février 2026

La durée prévisionnelle des travaux est de 24 mois avec une date de réception des travaux au 1^{er} trimestre 2029

1.4 : Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé à l'article 3 relatif au contenu de la mission et correspond au contenu de la décomposition du prix global et forfaitaire placée en annexe de l'acte d'engagement.

Pour les prestations figurant sur le bordereau de prix unitaires, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur un montant minimum et le titulaire s'engage sur le montant maximum. Les missions qui pourront être confiées au prestataire, bien qu'inscrites dans le cadre du projet, ne sont pas définies par le présent Cahier des Clauses Particulières.

Les montants minimum et maximum sont les suivants pour l'ensemble de la durée du marché :

- Montant minimum 0 € HT
- Montant maximum 80 000 € HT

Les prestations relevant du bordereau des prix unitaires concernent notamment l'établissement de plan de prévention en lien direct avec les travaux objet du marché.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	6 / 21

1.5 : Organisation de la Maîtrise d'ouvrage

La conduite de l'opération est assurée par :

Service de la Maitrise d'ouvrage
Direction des Travaux et de la maintenance
Hôpital SAN SALVADOR
Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
4312 route de l'Almanarre – BP 30080 – 83407 HYERES

1.6 : Prestations similaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le titulaire initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, se complètent et en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Pièces particulières :
 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières, soient la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en annexe 1 et le Bordereau de prix unitaires (BPU) en annexe 2
 - Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 : Programme Fonctionnel
 - Annexe 2 : Programme Technique Détaillé
 - Les bons de commande
 - Tout document déposé avec l'offre.
- Pièces générales :
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) option A, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence
 - Les missions s'inscrivent dans les principes généraux et particuliers de prévention, de la coordination de sécurité et de santé des travailleurs décrits dans :
 - Directive européenne n° 92/57/CEE du Conseil du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, JOCE n° L 245 du 26 août 1992.
 - Code civil, art. 1792-1.
 - Code du travail, art. R. 238-18.
 - Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (dite « loi Spinetta »), JO du 5 janvier 1978.
 - Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (NOR : TEFX9300094L) modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	7 / 21

protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992, JO du 1^{er} janvier 1994.

- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 (NOR : TEFT9104217D) modifié, complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, JO du 22 février 1992, et son rectificatif, JO du 21 mars 1992.
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (NOR : TEFT9401209D) relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail, JO du 29 décembre 1994.
- Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 (NOR : TEFT9500453D) relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le Code du travail, JO du 6 mai 1995.
- Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 (NOR : SOCT0211666D) relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail, JO du 26 janvier 2003.
- Décret n° 2011-39 du 10 janvier 2011 (NOR : ETST1031121D) relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé, JO du 12 janvier 2011.
- Arrêté du 7 mars 1995 (NOR : TEFT9500298A) fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L. 235-2 du Code du travail, JO du 18 mars 1995.
- Arrêté du 7 mars 1995 (NOR : TEFT9500297A) modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation (art. R. 238-15 du Code du travail), JO du 26 mars 1995.
- Arrêté du 23 décembre 2010 (NOR : ETST1033474A) portant agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil, JO du 29 décembre 2010.
- Arrêté du 26 décembre 2012 (NOR : ETST1243253A) relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification, JO du 30 décembre 2012.
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil, non parue au JO.

ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION

3.1 : Le titulaire du marché

Le présent marché est conclu avec le titulaire désigné dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG PI, le coordonnateur SPS et son suppléant sont approuvés dès la notification du marché. Le coordonnateur et son suppléant intervenant pendant les périodes d'absence du coordonnateur doivent avoir l'expérience, les qualifications et la disponibilité adaptée à la présente mission. Le coordonnateur (et en cas d'absence son suppléant) aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Au coordonnateur et son suppléant désignés
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- À la forme de l'entreprise
- À la raison sociale de l'entreprise
- À son capital social.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	8 / 21

Et plus précisément, le changement éventuel du coordonnateur ou de son adjoint devront faire l'objet d'une proposition d'un(e) remplaçant(e) d'un niveau de compétences au moins équivalent à la validation de la maîtrise d'ouvrage. Cette présentation devra être réalisée dans des délais compatibles avec la continuité d'exécution de la mission.

3.2 : Représentation du cocontractant pendant l'exécution du marché

Le coordonnateur SPS et son suppléant sont approuvés dès la notification du marché.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir la mission, le titulaire doit aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remise contre récépissé et prendre toutes les mesures nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, en application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'obligation lui est faite de désigner, sans délai, un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI :

- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision ou ordre de service.
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG PI.

Le coordonnateur SPS ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des Travailleurs.

3.3 : Contenu des missions

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage s'inscrit et respecte les principes généraux et particuliers de prévention, de la coordination de sécurité et de santé des travailleurs décrits dans les directives, lois, décrets, arrêtés rappelés à l'article 2.

Dispositions générales

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises et avec l'environnement ainsi que la succession des interventions des entreprises vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

Obligations et objectifs généraux

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L 230-2 du code du travail :

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	9 / 21

- Éviter les risques,
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'évolution des techniques,
- Remplacer ce qui est dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Ces objectifs et mesures de prévention s'appliquent à l'intérieur du chantier, mais aussi vis-à-vis du site en activité et du site urbain sensible dans lesquels s'intègrent les travaux de construction.

Le CSPS doit mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Ces dispositions ont pour objet :

- De contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier,
- D'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc.,
- D'éviter des incidents liés au chantier sur le domaine public ou le site en activité, dont les arrêts d'activité,
- De réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et les salariés,
- Maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises,
- D'assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels d'inspection et de prévention.

Les missions et tâches à exécuter en phase de conception de l'opération

Pour mener à bien ses missions, le CSPS devra notamment :

- Participer à l'analyse des offres des entreprises dans le cadre du dialogue compétitif en donnant son avis sur le niveau de la démarche « sécurité » mise en place par chaque groupement. Cet avis est formalisé dans un rapport qui pourra être intégré dans le rapport d'analyse des offres ;
- Élaborer le plan général de coordination (PGC), dès la phase APS et mis à jour à chaque phase d'étude (APD, PRO) ;
- En lien avec le groupement de CR, définir et s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales (notamment les installations de base-vie de chantier et électriques) respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public. Le CSPS vérifie la prise en compte et la cohérence dans les pièces écrites de ces sujétions et leur répartition entre les différents corps d'état qui interviendront sur le chantier ;
- Veiller à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, usagers, visiteurs...) eu égard aux risques résultant de la présence des chantiers ;
- Définir la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors de limites strictes du chantier ;
- Préciser en concertation avec le groupement de CR et la maîtrise d'ouvrage, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel et autres utilisateurs, ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	10 / 21

- Définir les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, de vestiaires et de restauration ;
- Définir les dispositions à mettre en place pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet à la demande du groupement de CR aux fins précisées aux articles L 235-1 et L235-3 ;
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
- Ouvrir le registre-journal de la coordination (RJC-SPS) ;
- Participer aux réunions de rendu des principales phases du groupement de CR (APS, APD et PRO) et aux réunions traitant de l'organisation de chantier. Le CSPS participe également à la rédaction du règlement de chantier et du plan prévisionnel d'installation de chantier en concertation étroite l'ensemble des membres du groupement de CR. Ces documents doivent être en cohérence avec le PGC ;
- Elaborer le projet de règlement du CISST et l'annexer à chaque marché passé pour l'opération (art. R 238-53) ;
- Préparer pour le MOA et envoyer la déclaration préalable à l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBT au plus tard à la date du dépôt du permis de construire ;
- Assurer le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent ;
- Etablir en fin de chaque phase d'étude un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités. Un rapport « fin de mission phase conception, avant démarrage chantier » sera remis en amont de la période de préparation de chantier.

Les missions et les tâches à exécuter pour la préparation de chantier et pendant le chantier et ce pour chaque phase de travaux

Pour mener à bien ses missions, le CSPS devra notamment :

- Contrôler les plans d'installation de chantier et veiller à leur bonne mise en œuvre et à leur respect ;
- Définir et veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- Définir les modalités d'utilisation en commun des installations de chantier, matériels et circulations verticales et horizontales, ainsi que l'échange interentreprises d'informations et de consignes de sécurité et de protection de la santé ;
- Organiser pendant la période de préparation de chantier, avec l'entreprise y compris les entreprises sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- Utiliser des moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 235-1 et L 235-18 soient effectivement pris avant le démarrage des travaux ;
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R 238-28 & R 238-56) ;
- A la demande du maître d'ouvrage, l'avis du coordonnateur peut être sollicité sur les demandes d'agrément des sous-traitants au préalable à leur agrément. En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance et tiendra à jour un tableau de suivi des entreprises agréées sur le chantier avec suivi des PPSPS et des inspections communes ;
- Obtenir et vérifier les PPSPS des entreprises, suivre la mise à jour de PPSPS, contrôler leur application et les harmoniser à l'avancement des travaux ;
- Tenir à jour et adapter le PGC, organiser et veiller à son application ;

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	11 / 21

- Procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, avant son intervention sur le chantier, à une inspection commune au cours de laquelle sont précisées les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail ;
- Participer aux réunions de chantiers et autres sur convocation, ou selon les besoins pressentis du coordonnateur, avec ordre du jour, en tant que de besoin **et au minimum à une réunion de chantier tous les 15 jours ;**
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire et plus particulièrement dans les phases critiques, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Assurer des visites du chantier à l'improviste, afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité. **Chaque visite fera obligatoirement l'objet d'un rapport dans le registre journal et sera diffusé par mail au groupement de CR, la MOA et les entreprises concernées dans les 48h ;**
- Utiliser les moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 235-1 et L 235-18 soient effectivement mis en œuvre ;
- Participer aux réunions spécifiques suite à des situations de mise en danger ou à des défauts de prévention, et aux réunions permettant de mettre au point les protections collectives, surtout lorsque plusieurs entreprises sont concernées ;
- Consigner sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, des événements ou éléments définis à l'article R 238-19 du code du travail, (le registre-journal sera conservé par le coordonnateur de la phase réalisation pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage). Le CSPS organisera la dématérialisation et la mise à disposition du registre journal et veillera à la diffusion de toutes les consignations du registre par mail au groupement de CR, la MOA et les entreprises à l'avancement par mail ;
- Organiser les réunions, et présider le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R 238-18-4°) et notamment la circulation des personnes dans l'établissement ;
- Analyser les mesures proposées par les entreprises en matière de risques liés à l'intégration du chantier dans un bâtiment en activité notamment en termes de sécurité incendie et de nuisances de chantier (bruit, poussière, ...) ;
- Examiner avec les entreprises les moyens ou dispositifs permettant de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Rassembler et organiser dans le dossier DUO toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R 238-37 & R 235-5) ;
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien ;
- Se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception ;
- Programmer et organiser si nécessaire, la coordination sur la sécurité des travaux, concernant les ouvrages ayant fait l'objet de réserves et liés à sa mission, pendant la période de parachèvement ;

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	12 / 21

- Produire un dossier de fin de "mission en phase réalisation", complétant celui de fin de "mission avant début du chantier", et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Un exemplaire seront remis au Maître d'ouvrage.

Les moyens alloués

- 1) Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant la préparation et la réalisation du projet.
- 2) A cet effet, il sera convoqué systématiquement, en mentionnant l'ordre du jour, par l'organisateur de ces réunions.
- 3) Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique, maîtres d'œuvre).
- 4) Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction ou l'équilibre financier de l'opération.
- 5) Il rendra compte du résultat de ses investigations au maître d'ouvrage qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente (R 238-17). Le Maître d'ouvrage pourrait être amené à demander au coordonnateur de proposer d'autres solutions.
- 6) Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.
- 7) En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates.
- 8) Il est autorisé en vertu des articles L 231-8 et L 231-9 du Code du Travail à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposeront, voire à faire arrêter et évacuer le chantier si nécessaire. Toute décision d'urgence afin d'éviter un risque de danger imminent, qu'il aura été amené à prendre, fera l'objet d'un rapport justificatif circonstancié qu'il adressera au Maître d'ouvrage le jour suivant sa décision.
- 9) En dehors des cas d'urgence ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du Maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés, concernant le "Plan Général de Coordination" et les "Plans Particuliers de Sécurité et Santé" objets de sa mission directement ou indirectement.
- 10) Il aura à sa charge les frais de fonctionnement et notamment de secrétariat nécessaires au bon accomplissement de sa mission.
- 11) Il aura souscrit toutes polices d'assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission de coordination en matière de sécurité.
- 12) En cas de congés ou d'absence, il sera remplacé par un suppléant nommément désigné dans le contrat et disposant de compétences au moins équivalentes, des mêmes moyens et autorité, de la même couverture d'assurances et auquel il aura transmis un procès-verbal consignait toutes les informations et documents nécessaires à une bonne exécution de sa mission. Une copie de ce procès-verbal sera transmise au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

3.4 : Modalités d'exécution

La notification du marché, valant démarrage de la mission, interviendra pendant la phase de dialogue compétitif avec les groupements de CR.

Le CSPS prendra connaissance, analysera les offres sous l'aspect de la sécurité et remettra un avis sur Pré-APS et APS remis par les groupements en phase de dialogue compétitif.

A chaque phase d'étude : APD et PRO, le coordonnateur formalisera l'avancement de sa mission au travers

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	13 / 21

des documents de coordination (CR de réunion, notes, PGC, RJ, ...) et remettra un avis sur les dossiers du groupement de CR.

Sur les phases chantier : Le coordonnateur aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

En dehors des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues au marché relatives à la sécurité des travailleurs. A cette fin, voire en complément, il devra faire part de ses avis et observations au Maître d'ouvrage pour décider des mesures les plus pertinentes à imposer.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, au maître d'ouvrage, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

Néanmoins, le coordonnateur s'attachera à prévoir en phase de conception, dans les pièces des marchés à conclure, toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs afin que cela soit pris en compte par le groupement de CR et que le maître d'ouvrage puisse prévoir les moyens financiers si nécessaire en temps opportun.

Plus généralement, le coordonnateur devra, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs du maître d'ouvrage : délais, qualité et coût.

3.5 : Présence du coordonnateur

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Donner libre accès aux coordonnateurs à toutes les réunions techniques relatives à l'opération, tant en phase conception qu'en phase réalisation ;
- Prévoir dans les marchés des intervenants la communication de toutes les études et pièces nécessaires à la mission du coordonnateur.

Le coordonnateur s'engage à :

- Participer à toutes les réunions d'études et de mise au point du projet concernant sa mission ;
- Réaliser une visite de contrôle du chantier à minima une fois par semaine en dehors des réunions de chantier. Ces visites seront renforcées par des visites inopinées notamment lors de tâches spécifiques et en périodes sensibles en moyenne une fois tous les 15 jours ;
- Assister aux réunions de chantier et visite de chantier à minima deux fois par mois.

En cas de non-respect de ces dispositions, la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 5 du présent CCP.

3.6 : Durée des interventions

Les délais d'intervention ou de remise de documents à produire par le titulaire sont indiqués en jours ouvrables.

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur
Observations sur offre initiale	7 jours	A réception du dossier
Observations sur offre finale	7 jours	A réception du dossier
Observations sur le dossier APD	10 jours	A réception du dossier
Observations sur le dossier PRO – Remise du PGC	10 jours	A réception du dossier

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	14 / 21

Examen des documents d'exécution des entreprises, méthodologie, plans d'installation de chantier..	5 jours	A réception des documents
Organisation de la visite d'inspection préalable	2 jours	Demande entreprise
Compte-rendu de visite de chantier, diffusion extrait RJC	2 jours	Visite de chantier
Mise à jour du PGC et du DUIO	5 jours	En lien avec validation des méthodologies entreprises
Version finale du DUIO	15 jours	Achèvement des travaux de chaque phase

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG PI, les prix sont révisables dans les conditions ci-dessous.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

Formule utilisée :

$$P1 = P0 \times [0,15 + 0,85 \times \text{ING} / \text{ING M0}]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix du règlement basé sur les prix de l'offre figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire ;

ING : ING (ingénierie) est publié par l'INSEE. Indice du mois de l'exécution de la prestation facturée

ING M0: indice Ingénierie du mois M0 indiqué dans l'engagement ;

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient de révision : $(0.15 + 0.85 \times \text{ING} / \text{ING M0})$ est arrondi au millième supérieur.

Modalités :

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés à l'émission de chaque demande d'acompte. La demande de révision est à calculer par le titulaire, qui la fera apparaître sur sa facture en explicitant les indices considérés.

Dans l'hypothèse de la disparition de l'indice de référence, le nouvel indice le remplaçant se substituera à lui sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Cette substitution sera constatée par un échange de courriers entre les parties.

ARTICLE 5 : COMMANDES – ORDRES DE SERVICE

5.1 : Ordres de service

Dans le cas de commandes, le démarrage des prestations interviendra à réception du bon de commande.

Le bon de commande sera établi par l'Hôpital SAN SALVADOR de l'AP-HP et transmis au titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Il comportera obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	15 / 21

5.2 : Commandes

Dans le cadre de la partie du marché régie par le BPU, les bons de commande seront établis par la maîtrise d'ouvrage. Ils comprendront :

- Le contenu de la commande ;
- Le montant de la commande ;
- Le délai d'exécution de la commande.

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

6.2 : Insertion de prestations nouvelles

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCP de la présente consultation, en application des articles R 2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application du CCP. Ces modifications seront formalisées comme suit :

En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions au marché

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 : Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution du marché.

7.2 : Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels et préposés.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	16 / 21

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

7.3 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

8.1 : Etats d'acomptes

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est en cours de déploiement pour les fournisseurs de l'AP-HP.

Il est fortement recommandé au titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **Chorus Portail Pro**, à l'adresse **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire du marché déposera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **UTILISATION PROGICIEL EDIFLEX - CIRCUIT FACTURATION EDIFLEX**. La gestion des acomptes se substituant à Chorus, le Titulaire sera alors tenu d'y saisir sa DPGF et son avancement.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signés ou non signés).

L'adresse de facturation est la suivante :

**Hôpital SAN SALVADOR
ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS
Direction des travaux et de la maintenance
Département Administratif
4312, route de l'Almanarre
83400 HYERES**

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché, sur la base de la DPGF, fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-dessous.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	17 / 21

Mission donnant lieu à rémunération	Date d'exigibilité de l'acompte	Modalité de fractionnement de l'acompte
Avis sur offre initiale	A la remise de l'avis	A réception du dossier
Avis sur offre finale	A la remise de l'avis	100%
Mission conception – phase APD	Validation des études par MOA	100%
Mission conception – phase PRO	Validation des études par MOA	100%
Avis sur le PRO (RICT)	Validation des études par MOA	100%
Mission chantier préalables	Acomptes mensuels à l'avancement Solde après réception du chantier et validation DUIO	90% 10%
Mission chantier	Acomptes mensuels à l'avancement Solde après réception du chantier et validation DUIO	90% 10%
Parfait achèvement	Remise du DUIO définitif	100%

Les états d'acompte doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- N° de son compte bancaire tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Les n° des bons de commande ou ordre de service ;
- Le numéro de marché.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.2 : Projet de décompte final

Le projet final est remis par le PROGICIEL EDIFLEX au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Ce décompte final établi par le titulaire comprendra :

- Le montant (décomposé en montant de base + révisions, s'il y a lieu) de chaque facture émise par le titulaire ainsi que le montant réglé par l'AP-HP pour chacune de ces factures ;
- Le montant des pénalités éventuellement appliquées ;
- Le montant des décisions de poursuivre ou avenants éventuels ;
- L'intégralité des bons de commande éventuellement passés ;
- Le montant final restant à régler par l'AP-HP.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- Le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 4.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	18 / 21

- Les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage ;
- Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - Le décompte final ci-dessus ;
 - La récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
 - L'incidence de la T.V.A. ;
 - Le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Les projets de décompte devront être adressés à l'adresse suivante :

Hôpital SAN SALVADOR
ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS
 Direction des travaux et de la maintenance
 Département Administratif
 4312, route de l'Almanarre
 83400 HYERES

8.3 : Paiement

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire titulaire et ses cotraitants.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8.4 : Avances

Si le titulaire a demandé dans l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance forfaitaire, celle-ci sera versée en application des articles L. 2191-3 à L. 2191-12 du code de la commande publique. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 10 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux missions exécutées directement par le Titulaire.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des missions exécutées par le Titulaire dans les douze mois suivant la notification du marché.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	19 / 21

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

12.1 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission. L'ensemble des pénalités sont exprimées en montant nets de taxes à déduire sur le montant global TTC.

Pour la remise des différents rapports, avis listés à l'article 3.5 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 350 € (trois cent cinquante euros) par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire encourra sans mise en demeure préalable une pénalité de 500 € (cinq cents euros) pour non présence à la réunion de chantier selon ses obligations. Cette pénalité est cumulable.

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 7.1 du présent cahier des clauses particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € (cinq cents euros) par jour de retard.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

12.2 : Résiliation

L'A.P.-H.P. peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Particulières (particulièrement à l'article 3) ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (PI), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / PI (Chapitre VII). Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	20 / 21

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-PI.

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.8.3 du CCAG-PI.

L'article 12.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

Toutes les dispositions du présent CCP dérogeant au CCAG – PI sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article.

AP-HP	Consultation n°084_TX_2506	SAN SALVADOR
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 12/12/2025	21 / 21